

sonne, au sein de nos assemblées législatives, pour rappeler que les vins, les blés, d'autres grains, les pommes de terre étaient les aliments ordinaires de nos populations, et que, les surcharger de frais de transport, c'était aussi frapper ces mêmes populations dans leurs premières conditions de vie ? A-t-on donc voulu légitimer une plainte qui, aujourd'hui, se fait entendre souvent et trouve de l'écho ? A-t-on voulu donner raison à ceux qui disent : ce sont des hommes haut placés par leur position sociale qui font les lois ; ils les font naturellement pour eux et leurs semblables, parce qu'ils savent ce qui leur convient, et non pour les classes laborieuses et peu fortunées, les classes agricoles entre autres, dont ils ne connaissent pas toujours les véritables besoins, car rarement ils sont à même de les éprouver.

Le vin ordinaire, et, dans plusieurs de nos départements, les autres boissons fermentées, cidre, poirée, bière, sont indispensables à l'homme. Leur usage modéré augmente et soutient ses forces, soit qu'il travaille dans nos villes au milieu de tant de causes de débilitation, soit qu'il se livre aux rudes travaux des champs. A l'époque du fauchage des foins, de la moisson, du battage des blés, l'agriculteur a besoin de joindre à ses aliments un peu de vin. Il donne par là plus de solidité à sa santé, et sa journée en est plus productive, car il peut dépenser plus de forces sans s'épuiser ; il fait plus d'ouvrage. Il en est de même lorsque, dans les saisons humides, il est obligé de se livrer au défoncement des terres : nous n'avons pas besoin d'ajouter que, dans les contrées marécageuses et malsaines, ce peu de vin le garantit de plusieurs maladies graves. Si, depuis un demi-siècle, l'agriculture a fait des progrès réels, elle le doit en bonne partie à l'usage du vin qui chaque jour s'étend davantage. Dans les chantiers de travaux publics, les entrepreneurs intelligents connaissent bien son influence sur le travail de leurs